



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 51 – 17 au 23 décembre 2021

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe** : La pauvreté recule légèrement en 2021
- **Afrique du Sud** : *Fitch* rehausse la perspective de sa notation souveraine
- **Afrique du Sud** : L'inflation continue de progresser au mois de novembre
- **Mozambique** : Le FMI conclut une mission Article IV virtuelle
- **Namibie** : La reprise marque le pas au troisième trimestre
- **Zambie** : Le régulateur de l'énergie annonce une hausse du prix des carburants

Zoom sur... l'évolution des conditions financières des foyers sud-africains

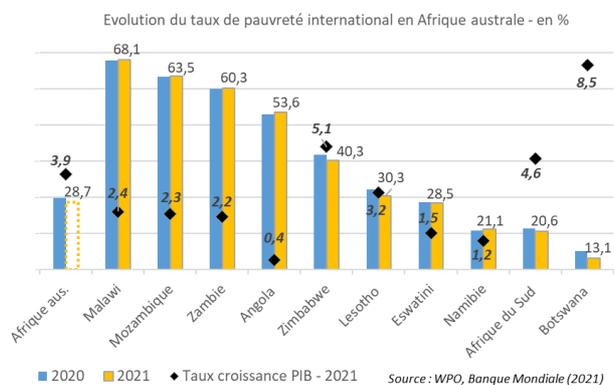
Selon le rapport trimestriel de la Banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*), les conditions financières des ménages sud-africains se sont détériorées au cours du troisième trimestre 2021. Le revenu disponible a reculé de 1,7% sur la période par rapport au trimestre précédent. Il s'agit de la première baisse de l'indicateur depuis le second trimestre 2020 – en lien avec les chocs importants subis par l'économie (troisième vague épidémique et émeutes) qui ont eu un net impact sur l'emploi (destruction de près de 600 000 postes de travail), dans un contexte de hausse des pressions inflationnistes. Les dépenses des ménages ont diminué de manière encore plus prononcée (-2,4%), notamment pour la catégorie des biens durables (voitures, équipements ménagers et électroniques : -9,3%). Compte tenu des dynamiques décrites ci-dessus, l'épargne globale a légèrement progressé (+0,4 point) pour atteindre 2,8% du PIB. Enfin, l'endettement des ménages a continué à augmenter (+1,1 point pour atteindre 67,8% du revenu disponible) mais à un rythme inférieur à celui enregistré sur les périodes précédentes.

Selon les analystes, le pouvoir d'achat des sud-africains devrait légèrement progresser dans les mois à venir, porté par une hausse des salaires nominaux – bien qu'en partie absorbée par l'accélération de l'inflation. En revanche, l'endettement devrait se stabiliser en réaction au durcissement attendu de la politique monétaire.

Afrique australe

La pauvreté recule légèrement en 2021 (Banque Mondiale)

Selon le dernier rapport de la Banque Mondiale sur la pauvreté, l'ensemble des pays de la zone devrait renouer avec la croissance en 2021 (entre +0,4% pour l'Angola et +8,5% pour le Botswana pour une moyenne de 3,9%). En conséquence, le taux de pauvreté (au seuil de 1,9 USD par jour) va diminuer de plus d'un point pour atteindre 28,7% en moyenne. La situation devrait particulièrement s'améliorer au Botswana (taux de pauvreté en baisse de 1,9 point à 13%), au Zimbabwe (-1,8 point à 40%) et en Afrique du Sud (-0,8 point à 20,6%). Toutefois, l'indicateur va continuer à progresser dans plusieurs petites économies fragiles, pour lesquelles la relance tarde à se matérialiser et où le taux de croissance de la population reste important, notamment en Angola (+0,7 point à 53,6%) et au Malawi (+0,2 point à 68,1% – un niveau parmi les plus élevés d'Afrique subsaharienne).



Afrique du Sud

Fitch réhausse la perspective de sa notation souveraine à stable (Fitch)

Le 15 décembre, l'agence de notation *Fitch* a maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud à BB- (soit trois crans en deçà de la catégorie «investissement») tout en réhaussant sa perspective de négative à stable. *Fitch* justifie cette décision par **i)** l'ampleur du rebond de la croissance qui sera plus important qu'escompté

(+4,7% en 2021) – le PIB devrait ainsi renouer avec ses niveaux pré-crise dès 2022, soit deux ans plus tôt que ce qui avait été anticipé; **ii)** les meilleures performances fiscales qu'attendues (hausse notable des revenus), qui devraient permettre de maintenir le déficit public sous la barre des 8% du PIB sur l'exercice en cours; **iii)** le *rebasement* du PIB par *StatsSA* en août, qui a conduit à une hausse de l'indicateur de 11%. Malgré ces signaux positifs, l'agence de notation rappelle que la croissance à moyen terme de la nation arc-en-ciel demeure très faible (1,1%), en raison des freins structurels qui existaient avant la crise. Par ailleurs, l'endettement public reste élevé et devrait continuer de progresser avant de se stabiliser à hauteur de 75% du PIB 2023 – à condition que le gouvernement poursuive ses efforts d'assainissement des finances publiques (dans un contexte social très dégradé) et mette en œuvre les réformes structurelles identifiées de longue date.

L'inflation continue de progresser au mois de novembre (StatsSA)

Selon *StatsSA*, le taux d'inflation sur un an a atteint 5,5% au mois de novembre – après 5% au mois d'octobre – marquant le quatrième mois consécutif de progression de l'indicateur. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix sont les transports (+15% soit une contribution positive de 2 points), les denrées alimentaires (+5,5% et +1 point) et « le logement, l'eau et l'électricité » (+3,9% et +1 point). Par ailleurs, la hausse des prix à la production a été encore plus marquée sur la période (+1,5 point), pour atteindre 9,6% – augmentation du coût du fret et des cours du pétrole. L'inflation moyenne devrait atteindre 4,5% en 2021 – soit 1,3 point de plus que l'année précédente.

Remgro annonce une entrée en bourse sur la place alternative A2X

Les dirigeants de la société d'investissement *Remgro*, présidé par l'homme d'affaires Johann Rupert, et présente notamment dans les secteurs de la santé (*Mediclinic*), des services financiers

(Discovery, RMI) ou encore des infrastructures (Grindrod, Seacom), ont annoncé qu'elle sera cotée sur le marché secondaire de la bourse de Johannesburg A2X à partir du 3 janvier. Pour rappel, la place financière alternative a été créée en 2014 et compte actuellement 59 entreprises (dont Aspen, Naspers, Standard Bank et Sasol), pour une capitalisation boursière totale de 5 000 ZAR – 275 Mds EUR). Remgro conservera sa cotation principale à la JSE. La direction de la société a expliqué cette décision par la volonté d'offrir davantage de choix à ses investisseurs, notamment la possibilité de profiter des conditions attractives de l'A2X en matière de coûts de transaction.

🍷 Mozambique

Le FMI conclut une mission Article IV virtuelle

Le 21 décembre, le FMI a publié un communiqué rendant compte de sa mission d'analyse de la situation économique, dite « Article IV », achevée le 16 décembre. Selon le FMI, le rebond de l'économie sera modéré en 2021 (+2,2%), après une récession de 1,2% en 2020. Si reprise est portée par les bons résultats de l'industrie minière et du secteur agricole, elle reste entravée par l'instabilité sécuritaire au Cabo Delgado, dans le nord du pays – on compte toujours près de 800 000 déplacés à ce jour et par les multiples rebonds de l'épidémie de Covid-19. La situation des finances publiques, déjà difficile et qui s'est significativement dégradée sous l'effet de la crise, reste un point de préoccupation. Le FMI reste toutefois optimiste sur l'arrivée, à partir de 2023, des revenus issus des projets gaziers. Ces derniers devraient permettre d'accroître les marges de manœuvre budgétaire, à condition qu'ils soient utilisés à bon escient – à ces fins le communiqué encourage la création d'un Fonds souverain. A noter que des discussions avec le gouvernement mozambicain portant sur la mise en place d'un programme de financement (Facilité Elargie de Crédit) devraient débuter d'ici fin janvier 2022.

La Banque Mondiale approuve deux nouveaux financements pour un montant total de 270 MUSD

Les 16 et 17 décembre, le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé deux financements en faveur du pays sous la forme d'une aide budgétaire et d'une contribution à un fonds multi-bailleurs (Trust Fund), pour un montant total de près de 270 MUSD. Ces financements visent à soutenir la mise en œuvre i) du plan de modernisation du système de protection sociale – redéfinition de la politique en la matière (amélioration du ciblage des transferts sociaux et réactivité face aux crises) ; ii) du plan d'urbanisation au Nord Mozambique – investissement dans les infrastructures et les services de base (eau, électricité), développement de logements à bas coût.

🍷 Namibie

La reprise marque le pas au troisième trimestre (NamStats)

Selon l'agence nationale de statistiques, le PIB a progressé de 2,4% au troisième trimestre 2021 comparativement à la même période l'an passé – après +3% au trimestre précédent. Sur le plan sectoriel, les principaux contributeurs à la croissance sont « l'industrie minière » (+41,9%, soit une contribution positive de 3,1 point) – en lien notamment avec la hausse de la production de diamants, et dans une moindre mesure, « l'hôtelière et la restauration » (+19,5% soit +0,3 point) – en lien avec l'assouplissement des restrictions sanitaires sur la période. A noter toutefois que plusieurs secteurs stratégiques continuent d'enregistrer de mauvaises performances : c'est notamment le cas du BTP (-43,7%, soit une contribution négative de 1 point) – en lien avec la baisse des dépenses d'investissements du gouvernement) et des services financiers (-10,9% soit -0,9 point). Sur l'ensemble de l'année 2021, la reprise devrait être

très modérée (+1,3% selon le FMI), soit l'une des plus faibles de la sous-région – après une récession de 8% en 2020.

Zambie

Le régulateur de l'énergie annonce une hausse du prix des carburants (Ministry of Finance)

Le régulateur de l'énergie (*Energy Regulator Board* – dépendant du Ministère des Finances) a annoncé le 17 décembre une hausse importante du prix des carburants (entre +20% et +29%), afin de refléter la flambée des cours du pétrole ces derniers mois. Il s'agit de la première augmentation des prix à la pompe depuis décembre 2019, ce qui s'est traduit par un taux de subventionnement élevé, qui pèse fortement sur les finances publiques (coût budgétaire

d'environ 800 MUSD en année pleine). Le gouvernement zambien s'est engagé à mettre progressivement fin au programme de subventionnement du carburant vis-à-vis du FMI. C'est une des réformes phares du futur programme qui sera mis en œuvre lorsque les créanciers du pays se seront entendus sur les termes d'un traitement de la dette publique externe zambienne – le FMI ne pouvant prêter à un pays dont la dette est considérée comme insoutenable. L'accord trouvé entre le gouvernement et le FMI prévoit également une baisse des subventions sur l'électricité et une rationalisation du programme de soutien aux agriculteurs (*Farmer Input Support Program* – FISP). Les marges de manœuvre dégagées par ces mesures seront utilisées pour augmenter les dépenses en faveur des secteurs sociaux (santé, éducation, etc.) et de la protection sociale.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 22 décembre 2021	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,8 ZAR	1,8%	-0,8%	-7,8%	-7,2%
Angola	560,1 AOA	-1,2%	5,2%	16,1%	15,7%
Botswana	11,6 BWP	0,4%	-0,8%	-7,9%	-7,8%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	17,2%	17,3%
Zambie	16,5 ZMW	-1,0%	6,7%	28,1%	28,6%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international